

Guy Vanhengel

«Le Fédéral a fait son ajustement budgétaire dans la précipitation»

INTERVIEW
ANAÏS SORÉE

Quinze ans de budget pour Guy Vanhengel. À tous niveaux de pouvoir. Jamais, ce libéral bruxellois n'avait vu un tel «micmac». Et pourtant, il n'accable pas le Fédéral pour avoir touché le budget bruxellois de 135 millions. Son parti est présent dans la coalition fédérale et il espère que cela lui laissera une marge de négociation. Car il souhaite ramener le chiffre à 68 millions, un montant plus réaliste, d'après lui. Avant la douche du Fédéral, il avait estimé que la Région bruxelloise pouvait se passer d'un ajustement budgétaire. Un scénario qui reste d'actualité. Le trésorier bruxellois n'exclut pas de remettre un budget en déficit. Car au final, le seul qui pourrait se faire taper sur les doigts par l'Europe pour non-respect de la trajectoire budgétaire, c'est le Fédéral. Tel était pris qui croyait prendre.

Vous allez bientôt devoir entamer un ajustement budgétaire. L'exercice s'annonce plus difficile que prévu après que le Fédéral a plombé les budgets des Régions?
J'étais dans les clous budgétaires. On a fait un contrôle et j'étais dans les lignes. Je n'avais même pas besoin d'un ajustement. Tout à coup, le Fédéral m'envoie une facture imprévue. Minute papillon!

Vous allez ignorer cette facture?
Je dois encore voir ce qu'on va décider au sein du gouvernement bruxellois. Le Fédéral nous a envoyé un mail il y a deux semaines pour dire: on applique la sixième réforme de l'État et cela donne ça: à Bruxelles, vous aurez 135 millions de recettes en moins. Qu'est-ce que c'est que ça pour quelque chose? Le jour même, on a envoyé une lettre au Premier ministre pour

dire halte, stop! Depuis lors, on en a envoyé deux autres lettres mais on n'a toujours pas eu de réponses.

Le Fédéral s'est-il emmêlé les pincesaux?

Mes équipes se sont vite rendu compte qu'il y avait une erreur dans un des paramètres. Une erreur de 110 millions dans le mécanisme de transition.

Cela n'aura toutefois pas d'impact sur l'addition totale de 750 millions facturée aux Régions. C'est ce qu'a indiqué le SPF Finances.

Ça je ne comprends pas. Il faut qu'il me l'explique. Mais de toute façon, c'est leur problème. Je fais des budgets depuis 15 ans, à tous les niveaux de pouvoir. Je n'ai jamais vu un tel micmac. Ça n'a aucun sens.

À combien se chiffre la facture pour Bruxelles d'après vous?

Dans l'erreur des 110 millions, la part de Bruxelles est de 65 millions. On doit donc soustraire 65 millions à 135 millions. On arrive à 70 millions. À cela, j'estime qu'on doit adapter le paramètre de croissance. On ne peut pas avoir un chiffre ajusté pour le Fédéral à 1,2 et le maintenir à 1,0 pour les autres. Cela fait encore une petite différence de 2 millions. Donc, on est à 68 millions.

Vous allez tenter de faire baisser la facture de 135 à 68 millions?

Une des options est de s'entendre sur les chiffres. La deuxième option, c'est de combler strictement ce chiffre de 135 millions. Quand je suis entré à la Région, en 2012, le déficit était de 300 millions. Mais depuis deux ans, nos comptes sont à l'équilibre. On dégage même un boni. Un boni dont j'ai besoin pour financer nos politiques de mobilité, dont l'extension du métro vers le nord. Je rappelle que la mobilité représente un quart de notre budget et que des améliorations en la matière servent l'économie du pays, pas uniquement de la Région.

Mais maintenant, on me dit que je dois à nouveau demander aux collègues du gouvernement bruxellois de faire des économies? On a l'impression que ce qu'on a obtenu d'une main – le refinancement –, on nous le reprend de l'autre. Est-ce que c'est intelligent? Les chiffres définitifs seront connus en 2017 et il est fort probable qu'ils soient plus favorables aux Régions. À quoi ça sert alors de se serrer la ceinture maintenant? Le Fédéral aurait dû lisser ces chiffres. Moi, je m'y serais pris autrement pour essayer d'avoir quelque chose de plus logique et pas en faire un point de friction.

Le Fédéral a-t-il réalisé son ajustement budgétaire sur le dos des Régions?

Ce n'était probablement pas volontaire. Il a fait son ajustement dans la précipitation. Il a vu les chiffres à la veille de son contrôle et s'est dit quelle aubaine! Heureusement,

mon parti qui est au Fédéral a quand même fait attention à ce qu'il laisse des marges sur les 750 millions.

Vous misez donc sur ces marges pour tenter de faire baisser la facture...

Quelle est la troisième option? Le déficit?

C'est une des solutions. Mais ce n'est pas la plus raisonnable. Le Fédéral a la responsabilité d'introduire à l'Europe notre programme de stabilité pour la fin du mois d'avril. L'Europe regarde le résultat pour l'ensemble des entités belges. En se refillant des déficits, si les Régions ne sont pas aptes à les assumer, on ne résout pas le problème. C'est pour la Belgique, ce programme de stabilité. Il n'y a pas de hiérarchie de niveaux de pouvoir. Au fond, on a politisé un débat éminemment technique. Et on est rentré dans une polémique publique.

La polémique est-elle devenue le moyen de communication entre le Fédéral et les Régions?

On a aussi le comité de concertation. Ça fait

15 ans que j'y suis. Jamais, je n'ai ressenti une tension aussi électrique que celle qu'il y avait mercredi dernier. Tout ça est lié à l'asymétrie électorale complète de notre pays.

Vous, vous êtes pris entre deux feux. Vous gouvernez avec le PS à Bruxelles et votre parti est présent dans le gouvernement fédéral?

Rudi Vervoort et moi, on parle d'une seule voix. Nous défendons les intérêts des Bruxellois. Mais en tant que Bruxellois, on a l'habitude d'être pris entre deux feux, entre les tiraillements du nord et du sud. On sait que cela ne sert à rien de s'énerver.

Charles Michel a-t-il voulu se venger?

Je ne veux pas pointer du doigt l'un ou l'autre. Chacun a ses arguments. Je comprends pourquoi ils se sont énervés. Il y a du ressentiment par rapport à la confection des majorités. Mais ici, il n'est pas question de sentiments. Il faut gérer! Nous sommes là pour résoudre les problèmes, pas pour en créer. Les tensions sont malsaines pour l'ensemble du pays. S'il y a des comptes politiques à rendre, qu'ils le fassent entre eux mais pas sur le dos des citoyens.

EXPRESS

«J'étais dans les clous budgétaires. Je n'avais même pas besoin d'un ajustement. Et tout à coup, le Fédéral m'envoie une **facture imprévue**. Minute papillon!»

«Si j'avais été au Fédéral, je m'y serais pris autrement pour essayer d'avoir **quelque chose de logique** et pas en faire un point de friction.»

«Je fais des budgets depuis 15 ans, à tous niveaux de pouvoir. Je n'ai jamais vu un tel **micmac**.»

«On a l'impression que ce qu'on a obtenu d'une main – le **refinancement** – on nous le reprend de l'autre.»